



République de Côte d'Ivoire

Union – Discipline – Travail

Cabinet du Premier Ministre,

Ministre de Budget et du Portefeuille de l'Etat

Chef du Gouvernement

Secrétariat Technique Permanent du

Conseil National pour la Nutrition

TERMES DE REFERENCE

**Elaboration des outils pratiques pour la prévention,
l'identification et la gestion des conflits d'intérêts
entre les acteurs de la nutrition et de la petite
enfance**

septembre 2018

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis 2013, le Mouvement mondial Scaling Up Nutrition (SUN) a entrepris un processus de deux ans pour réfléchir et discuter des conflits d'intérêts intervenant dans les questions de nutrition. Une note de référence et une boîte à outils pour l'identification, la prévention et la gestion des conflits d'intérêts au sein des Pays SUN ont été élaborés. Des exercices de renforcement d'apprentissage ont été effectués en 2014 par les pays SUN pour tester de l'utilité de la note de référence et de la boîte à outils et mieux comprendre les défis relatifs aux conflits d'intérêts auxquels les pays sont confrontés.

Les parties prenantes du Mouvement SUN, notamment le Gouvernement ivoirien, comprennent qu'il faut maintenant approfondir la réflexion en la matière. En effet, les activités de nutrition sont conduites par un ensemble d'acteurs regroupé au sein du Conseil National pour la Nutrition, plateformes multi acteurs, multisectorielles. Il est donc évident que dans la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition 2016-2020, il y ait parfois des conflits d'intérêts ou de compétences à cause de la transversalité de certaines actions. Pour éviter ces conflits qui pourraient entraver la bonne mise en œuvre de ce plan, il s'avère nécessaire de mettre en place des mesures adéquates.

C'est dans ce cadre que le Secrétariat Technique Permanent du Conseil National pour la Nutrition initie cette étude pour prévenir et mieux gérer les conflits d'intérêts entre les acteurs de la nutrition en Côte d'Ivoire.

II. OBJECTIFS DE L'ENGAGEMENT DE CONSULTANT :

Objectif général :

Elaborer des outils pratiques pour la prévention, l'identification et la gestion des conflits d'intérêts entre les acteurs de la nutrition et de la petite enfance.

Objectifs spécifiques :

- Identifier les conflits d'intérêts qui pourraient subvenir entre les différents acteurs de la nutrition ;
- Proposer des outils et autres mesures pratiques pour la prévention, l'identification et la gestion des conflits d'intérêts et de compétences.

III. PORTEE DU TRAVAIL :

Le travail sera mené de manière consultative et inclusive avec les acteurs qui interviennent sur les questions de nutrition et de développement de la petite enfance.

Le/la consultant (e) travaillera sous la direction du STP-CNN.

Le STP-CNN sera chargé de faciliter les rencontres avec les structures ciblées par le/ la consultant (e).

Le/la consultant (e) sera chargé (e) d'identifier les principaux conflits d'intérêts qui existent et qui pourraient subvenir entre les acteurs de la nutrition et du développement de la petite enfance.

Le/la consultant (e) sera chargé (e) de proposer des actions concrètes pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.

IV. DUREE ET LIVRABLES

La durée de la consultation sera de **60 jours ouvrés** à compter de la date de signature du contrat.

Avant de démarrer sa mission, le consultant devra proposer une méthodologie de travail qui sera validée par le STP-CNN. Il pourra se référer pour toutes difficultés au STP-CNN.

Le consultant devra rendre disponible le rapport de l'étude.

V. COUT TOTAL DE LA MISSION

Le coût de la mission comprend l'équivalent un homme/mois du barème des PTFs et l'appui technique et logistique pour accompagner le processus à hauteur de 30% du coût homme/mois.

VI. QUALIFICATIONS ESSENTIELLES ET EXPERIENCES PROFESSIONNELLES POUR LE CONSULTANT

- Formation : Avoir au moins un Master ou l'équivalent dans un domaine intervenant dans la gestion des conflits d'intérêts ou de compétences dans une organisation ou institution multisectoriel, multi-acteurs tel que la Psychologie, l'Anthropologie, la Sociologie.
- Expériences professionnelles :
 - Aptitude démontrée à effectuer la facilitation des démarches de développement des documents de politiques multisectoriels au niveau national et au niveau déconcentré ;
 - Expériences de la collaboration avec multiples parties prenantes représentantes plusieurs secteurs y compris les agences étatiques, la société civile, le secteur privé, et autres.

- Expériences directes dans la prévention et la gestion des conflits d'intérêts ou de compétence seraient un atout.
- Maîtrise du français ;
- Nationalité ivoirienne ;
- Maîtrise des logiciels : word, Excel, power point.

VII. DOSSIERS A FOURNIR

Les candidats intéressés devront produire les informations sur leurs capacités, qualifications et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour la mission. Ils doivent soumettre un dossier de candidature, en langue française, en quatre (4) exemplaires dont un (1) original comprenant :

- Un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat dispose des qualifications, expériences et aptitudes pertinentes pour la mission ;
- Les copies des diplômes et attestations pour les mentions figurant au CV ;
- Lettre de motivation ;
- Offre technique et financière.
- Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le **15 juin 2019**, à l'adresse mentionnée ci-dessous, sous pli fermé avec la mention « **Consultant pour l'Elaboration des outils pratiques pour la prévention, l'identification et la gestion des conflits d'intérêts entre les acteurs de la nutrition et de la petite enfance** ».
- L'adresse de dépôt des dossiers de candidature est la suivante : Secrétariat Technique Permanent du Conseil National pour la Nutrition, Plateau, Boulevard Docteur CROZET, Immeuble Azur- 1^{er} étage, Tel : 20 33 89 84.

VIII. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Un(e) consultant(e) individuel (le) sera retenu(e) conformément à la méthode de sélection de consultants individuels par comparaison d'un minimum de trois (03) CV, en fonction de ses qualifications et expériences pertinentes et sa capacité à réaliser pleinement la mission.